



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

A quoi servent les journées d'action syndicales ?

Interrompue depuis la fin janvier pour cause de trêve électorale, la valse des journées d'action syndicales à répétition a repris dès le lendemain du second tour des municipales : le 22 mars avec les manifestations appelées par sept fédérations de fonctionnaires pour "faire pression sur les négociations salariales dans la fonction publique", le 29 mars où ce sont les syndicats de la SNCF qui appellent à une journée de grève nationale réservée aux cheminots, le 31 mars ensuite où trois syndicats, CGT, FO et CGC appellent à manifester pour les retraites et contre l'accord signé en février entre la CFDT et le patronat. Que vise cette nouvelle série de processions syndicales, après les défilés des 18, 25 et 30 janvier dernier ? Elles ont beau se succéder, elles apparaissent bel et bien comme autant de défouloirs sans lendemain, qui ne font pas reculer d'un pouce les coups qui s'abattent sur la classe ouvrière.

Si les journées d'action sont effectivement sans lendemain et ne finissent qu'à renvoyer à la classe ouvrière un senti-

ment d'impuissance, ce n'est pas tant, en soi, parce qu'elles ne durent qu'un jour. Il n'est bien sûr pas toujours facile en ce moment de se mobiliser au-delà d'une journée. C'est surtout qu'elles se succèdent, sans lien entre elles, convoquant un jour telle catégorie (les fonctionnaires), un autre telle entreprise publique (la SNCF), un troisième les salariés du ministère des Finances. Le tout entrelardé d'actions plus dures lancées corporation par corporation, comme dans les hôpitaux où les infirmiers anesthésistes, puis les sages-femmes ont été invités successivement à des actions séparées pour leurs revendications particulières. Quand une journée d'action prétend mobiliser autour des préoccupations sur les retraites, elle s'adresse aux ouvriers du privé et prend pour cible "l'offensive du MEDEF", tandis que la journée d'action suivante appelle à la grève pour les salaires, mais, attention, uniquement pour les ouvriers de la fonction publique, et si elle prétend s'attaquer cette fois au gouvernement, c'est au nom des seuls fonctionnaires. Tout

cela en évitant soigneusement de relier entre elles les deux questions. Comme si l'offensive qui se prépare sur les retraites n'était pas l'oeuvre concertée des complices que sont le MEDEF et le gouvernement de Jospin. Et comme si la colère contre les bas salaires n'était pas générale dans toutes les parties de la classe ouvrière, du privé comme du public. Comme si également, la protestation contre la mise en place des fameuses 35 heures dans la fonction publique ne rejoignait pas profondément les raisons de la colère sur les mêmes conséquences de cette loi Aubry dans les grandes entreprises privées ou publiques, en termes de blocage des salaires et d'aggravation des rythmes de travail. Comme si, aux baisses d'effectifs dans la fonction et le secteur publics, ne répondaient pas les suppressions d'emplois en masse et les fermetures de sites dans toute une série d'entreprises.

Car l'arbre de tous ces défilés syndicaux cache surtout la forêt du foisonnement de luttes ouvrières qui, depuis

plusieurs mois, montrent l'existence, un peu partout, d'une combativité montante et d'une détermination à ne plus subir en silence l'aggravation de nos conditions d'existence.

Ainsi la grève des tramways de Rouen en décembre, et en même temps qu'eux (on en a moins parlé dans les médias nationaux !) celle des travailleurs des transports publics de beaucoup d'autres grandes villes, comme Bordeaux, Grenoble ou Nancy. Les grèves à Pizza Hut, à Mac Do, et tout récemment encore à Auchan, autant d'entreprises qui n'avaient jamais connu jusqu'à présent d'actions de grèves ouvrières. Raisons de la colère dans tous ces cas : les salaires, les effectifs, les conditions de travail. On peut encore y ajouter les grèves, toujours sur les salaires, chez Peugeot, à la caisse d'Epargne, au crédit industriel d'Alsace, à la société d'emballage SED en Gironde, mais aussi les grèves perlées à Air France Industrie contre le blocage des salaires qui après avoir été cantonnées pendant 3 mois par les syndicats à une heure de débrayage

par jour dans la seule division des Moteurs d'Orly s'est élargie à d'autres secteurs de l'entreprise. Il faut y ajouter la lutte des ouvriers de LU soumis à un plan de licenciements massifs, ceux de Job à Toulouse, confrontés à la même situation. Et bien d'autres...

Si les journées d'action syndicales échouent à être des moments pour faire converger toute cette colère et combativité dans un front ouvrier uni capable d'imposer un rapport de force contre les attaques patronales et gouvernementales, ce n'est pas par hasard : ce n'est tout simplement pas leur but. Il ne faut pas se leurrer, les syndicats n'orchestrent ces journées d'action à répétition que pour lâcher un peu de vapeur du mécontentement et pour, en même temps, mieux renforcer leur emprise sur les luttes. Et s'ils font mine d'organiser, sinon l'unité entre secteurs, au moins la mobilisation en masse derrière une "unité entre centrales syndicales" (à géométrie variable d'ailleurs) ce n'est que pour donner une fausse réponse à un vrai besoin d'unité et de solidarité ouvrière. Et comme, évidemment, toutes ces mobilisations restent sans effet et sans lendemain, c'est la volonté de rechercher cette unité, de rompre l'isolement corporatiste et l'atomisation des luttes qu'ils cherchent à décourager.

Tant que les prolétaires hésiteront à briser l'isolement corporatiste et à rechercher l'unité avec leurs frères de classes attaqués comme eux, ils seront impuissants à faire reculer les attaques du capital. Mais, également, tant qu'ils attendront que viennent des syndicats des consignes toutes faites pour réaliser l'unité des luttes et la création d'un réel rapport de force, la classe dominante pourra tout autant dormir sur ses deux oreilles.

(SUITE PAGE 5)

(SUITE PAGE 2)

MACEDOINE

Les tensions guerrières reprennent de plus belle dans les Balkans

Avec la Macédoine, c'est une nouvelle partie des Balkans qui est à son tour au bord de l'implosion et du chaos. Après la Croatie, la Bosnie et le Kosovo, ce nouveau foyer de guerre risque de déstabiliser et d'embraser une fois de plus cette région mise à feu et à sang depuis dix ans. Et une fois de plus, les populations locales sont exposées aux massacres et à la barbarie guerrière à travers le déchaînement des affrontements de cliques nationalistes.

Le conflit oppose la police et à l'armée macédoniennes à la guérilla séparatiste et nationaliste de l'UCK, nouveau bras armé de la même mafia albanaise qui sévissait déjà au Kosovo avant d'être officiellement dissout.

Les ingrédients d'une nouvelle poudrière

La Serbie s'est également mise sur pied de guerre contre d'autres milices pro-albanaises, après un an d'escarmouches sporadiques qui menaçaient le sud de la Serbie dans la vallée de Presevo et à Tanusevci, village frontalier entre la Macédoine et le Kosovo. L'OTAN et en

premier lieu la Maison Blanche a même autorisé l'armée serbe à faire une incursion à l'intérieur de la zone de sécurité (zone d'exclusion terrestre) mise en place depuis juin 1999 autour de la frontière kosovare. Cette concession vise à empêcher les miliciens pro-albanais d'agir directement contre la Serbie. En contrepartie, la Serbie a présenté une "plate-forme" de négociations qui s'est conclue par un accord de cessez-le-feu sous l'égide de l'OTAN le 12 mars avec une autre fraction de la guérilla pro-albanaise (l'UCPMB). La zone de combats s'est alors déplacée et concentrée sur la Macédoine autour de Tetovo, la deuxième ville du pays, proche du Kosovo abritant une population à 80% albanophone (alors que la population d'origine albanaise compose près d'un tiers de la population de la Macédoine).

Dix ans après la proclamation de son indépendance en 1991, suite à l'éclatement de la Yougoslavie, la Macédoine se retrouve au coeur des conflits dans les Balkans alors qu'elle avait déjà été à l'origine de la plupart des guerres balkaniques au tournant du 19e et du 20e siècles. Elle fut d'abord le théâtre d'un soulèvement des peuples de la région contre la domination ottomane, provoquant la guerre entre la Grèce et la Turquie en 1897. Puis, après sa "libéra-

tion" qui signait une étape décisive dans la désagrégation et le dépeçage de l'empire ottoman à l'issue de la première guerre balkanique en 1912, la question du partage de la Macédoine fut l'enjeu impérialiste majeur d'un second conflit meurtrier qui opposa notamment la Serbie et la Grèce à la Bulgarie. Ce fut l'un des prémices de la première boucherie mondiale. Les mêmes antagonismes que par le passé sont prêts à resurgir à la première occasion, non seulement la vieille rivalité entre Serbes et Albanais, ravivée par la guerre au Kosovo, mais le territoire macédonien est également revendiqué par la Bulgarie et par la Grèce.

Le rôle des grandes puissances

Face à la récente évolution de la situation, on a assisté à un revirement spectaculaire des positions de la plupart des grandes puissances par rapport à la Serbie. Depuis le départ de Milosevic et son remplacement par Kostunica, cet Etat est devenu beaucoup plus "présentable" pour les démocraties occidentales qui ont entrepris la "normalisation" progressive de leurs relations avec la Serbie. On essaie de nous faire croire que les grandes puissances au sein de l'OTAN (avec le mandat et la présence

de 42 000 soldats de la KFOR) agiraient en garants de la paix et de la démocratie et en gendarmes du monde comme grands défenseurs de la civilisation contre les déchainements nationalistes et les abus des "méchants" quels qu'ils soient. Hier, c'étaient les Serbes qui auraient été sous l'emprise d'un dictateur accusé de vouloir restaurer une "grande Serbie", aujourd'hui ce sont les

Dans ce numéro

France

- Les "Motivés"... surtout pour défendre la gauche et la démocratie bourgeoise p. 2
- Cohn-Bendit et Fischer ne sont pas les héritiers des luttes ouvrières de 68 p. 2
- Fièvre aphteuse : les animaux malades de la peste capitaliste p. 3

Intervention du CCI en Grande-Bretagne

- Tract : Ouvriers, contre les attaques, c'est tous unis qu'il faut lutter p. 3

Situation internationale

- Marcos à Mexico : une marche en défense d'un "bon capitalisme" p. 4
- Pogroms à Bornéo p. 4
- Ni Union nationale israélienne, ni Autorité palestinienne
- Lutte de classe internationale ! p. 5

Histoire du mouvement ouvrier américain

- Les incompréhensions de De Leon p. 6

L'anarchisme est-il un courant révolutionnaire ?

- (Bilan d'une réunion publique du CCI) p. 8

LES "MOTIVÉ-E-S"

Motivés surtout pour défendre la gauche et la démocratie bourgeoise

Non content de nous écorcher copieusement les oreilles avec leur chanson "Motivés", remake du très stalinien "Chant des Partisans", diffusé en boucle dans toutes les manif syndicales, le groupe toulousain Zebda s'est cru autorisé à s'ériger en guide spirituel de tous ceux qui veulent "rester motivé-e-s" et faire de la politique "autrement" à l'occasion des élections municipales. A cette fin, il a parrainé la liste "Motivé-e-s" montée par l'association *Tactikollectif* à Toulouse. Tous au départ sont proches de la LCR trotskiste, avec qui ils avaient pensé présenter une liste commune... mais cela aurait nui à la dimension citoyenne et prétendument a-politique des "Motivé-e-s" et donc à leur capacité de rabattage vers les urnes. Car il ne faut pas chercher plus loin la fonction n°1 de ces listes "alternatives" qui à Toulouse, mais aussi à Lyon, Nantes, Rennes, Dreux, prétendent apporter aux attentes des "citoyens" une solution radicale, hors du cadre de la classe politique traditionnelle.

On sait que ces élections municipales sont particulièrement chéries par la bourgeoisie pour vanter les mérites de la "démocratie de proximité". A tous ceux, toujours plus nombreux, qui sentent qu'ils n'ont plus aucune prise sur l'évolution du monde, de la crise et des attaques qu'elle leur fait subir, la bourgeoisie aime à présenter ces élections comme le moyen pour malgré tout changer sa vie au quotidien, essayer de mieux vivre. C'est finalement l'autre face de la

médaille de l'idéologie anti-mondialiste : se réfugier dans la démocratie locale, faire bouger les choses "à la base". C'est dans cette porte - ô combien étroite ! - que s'engouffrent les listes alternatives comme "Motivé-e-s".

Les ouvriers, et plus encore les jeunes ouvriers, tendent de plus en plus à désertier massivement les urnes (pour ceux qui sont encore inscrits sur les listes électorales !) et à se défier du PCF (dont l'influence électorale est en chute libre), comme nous avons pu le vérifier lors de ces élections dans les quartiers dits "populaires" des grands centres urbains, à Marseille, dans la couronne parisienne, etc. Face à ce rejet, les "Motivé-e-s", tout comme leurs grands frères trotskistes de LO et de la LCR, présentent les élections comme une arme pour la classe ouvrière (Zebda est allé chanter pour soutenir les ouvriers de Job en grève), pour le "petit peuple", pour les quartiers, pour telle ou telle cité (en s'appuyant sur leur implantation locale comme association "sociale"), n'hésitant pas à faire preuve du plus lamentable esprit de clocher, comme dans la présentation de leur tête de liste, Salah

Amokrane : "Né en 1964 à Bordeaux, il n'en demeure pas moins, et quoi qu'on en dise, un Toulousain. Il n'y a en tout cas pas que fait ses études comme d'autres candidats à la mairie" (1). Ces groupes qui éclosent comme par miracle sont là pour entretenir le cirque électoral, en semant l'illusion que leur participation au conseil municipal changera radicalement la vie des "citoyens", alors même que la situation économique générale se dégrade significativement. Ce faisant, ils détournent les ouvriers du combat de classe, de la lutte contre les attaques économiques, contre l'Etat, pour les enfermer dans le cadre mesquin de l'isolement et de la gestion locale. Car derrière leurs litanies sur la "démocratie participative", sur la nécessité d'un "budget participatif" (1), c'est bien cela qu'ils nous concoctent : faire gérer la misère par ceux qui la subissent ! Voici le budget pour le mois, débrouillez-vous entre vous pour vivre avec ça ! Car si, de leurs fonts baptismaux trotskistes, les "motivé-es" restent très marqués par le gauchisme (2), c'est beaucoup plus dans la mouvance associative anti-mondialiste,

sauce Bové et ATTAC, que s'inscrit ce mouvement dont le programme annonçait que "Toulouse préparera, bien sûr, le Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2002", ville dont ils ne cessent de chanter les louanges (1).

Quant à la politique "autrement" des "Motivé-e-s", on a vu ce qu'elle voulait dire lorsqu'ils se sont hâtés de fusionner, le soir du premier tour, avec la gauche plurielle PS-PCF-Verts, avec pour objectif de "battre la droite". Rabatteurs, non seulement vers le cirque électoral mais tant qu'à faire vers la gauche plurielle et sa politique antiouvrière au gouvernement.

Le soir des résultats du second tour, les bastons place du Capitole (2), où Douste-Blazy a été chaudement pris à parti, sont la preuve que cette liste n'a pas rameuté que des petits bourgeois (les "bobos" dont parlait Chevènement) en mal de radicalisme, mais aussi des jeunes des cités qui n'ont pas compris de ne pas avoir "gagné"... puisqu'ils avaient voté.

C'est vrai que la classe ouvrière vit une situation de plus en plus misérable. C'est vrai qu'il n'y a pas de perspective

pour les jeunes, qui pour la plupart n'ont toujours pas eu leur premier boulot. C'est vrai que la présence et l'attitude des flics sont insupportables. C'est vrai qu'il est tout à fait légitime de vouloir des transports gratuits, des logements décentes, de meilleures chances d'éducation pour les gamins, une culture plus collective qui ne soit pas réservée à une coterie, etc. C'est vrai qu'il y a de quoi vomir cette société tous les jours. Mais s'attacher à la remorque de la démocratie bourgeoise est le plus sûr moyen que tout continue comme avant ! Changer pour de gentils élus ne changera rien quant à l'exploitation capitaliste qui est à la racine de la pauvreté, de la dégradation des conditions de vie, et du caractère de plus en plus inhumain de la vie sociale. S'engager dans le combat de classe en rejetant tout compromis avec l'électoratisme, voilà la seule perspective vraiment radicale.

BTS (22 mars)

(1) Le Journal n°4.

(2) Mairie de Toulouse.

Cohn-Bendit et Fisher ne sont pas les héritiers des luttes ouvrières de 68

Ces derniers mois, à propos du passé de Cohn-Bendit accusé en France de pédophilie et de celui de Fischer montré du doigt comme complice du terrorisme de la bande à Baader en Allemagne, on a vu se développer une campagne rampante et insidieuse autour de Mai 68. Une fois de plus, il s'agit pour la bourgeoisie de falsifier et masquer la véritable nature et la signification profonde de cette période qui a marqué le réveil du prolétariat et la reprise historique de ses luttes après plus d'un demi-siècle de contre-révolution. Et une fois de plus, ce sont certains des plus en vue parmi les prétendus "leaders" de 68 et des années suivantes qui lui servent de vecteurs de choix dans la propagation de ses mensonges. Jusqu'ici, et en particulier à l'occasion des anniversaires, c'est surtout en faisant du mouvement étudiant l'acteur principal de Mai 68, le phare avancé de la société soi-disant en plein bouleversement sous la direction éclairée de petits-bourgeois révoltés, que les médias alimentaient la mystification ; tandis qu'on présentait la classe ouvrière comme n'ayant joué qu'un rôle d'appoint, suivant passivement et sans perspective propre la lumière de cette jeunesse bousculant le "vieux monde", etc. (voir nos articles sur Mai 68 dans notre *Revue Internationale* n°14, 53 et 93 et dans *RI* n°49, 51 et 169). Mais la bourgeoisie parlait encore de la classe ouvrière, bien sûr pour mieux rejeter la perspective de la révolution prolétarienne loin de la tête des ouvriers en faisant apparaître Mai 68 comme un feu de paille sans lendemain.

Aujourd'hui, à travers les attaques (1) lancées contre Cohn-Bendit et Fischer et le faux débat ainsi créé sur la validité ou non du combat mené par ces "symboles" de Mai 68, le rappel de la formidable grève de masse qui s'est développée en France avec près de 10 millions de grévistes est totalement passé sous silence. Evacué aussi le contexte de la

vague de grèves ouvrières qui, dans les années qui suivirent, allaient secouer le monde entier. *Exit* le mouvement ouvrier, toute la place appartient à la "grande révolte" étudiante de la fin des années 60 ! "Comment serait notre monde si tout cela n'avait pas existé ?" (Titre d'une page spéciale lecteurs consacrée par *Libération* du 1er mars 2001 à la défense de Cohn-Bendit). Les mouvements "alternatifs", le féminisme, la "révolution sexuelle", ou bien encore le gauchisme "radical" des squatters et autres acteurs de la "récupération sociale", voire même le terrorisme de la Rote Armee Fraction (2), toute la kyrielle de ce qui fut en fait une série de pièges entretenus par la bourgeoisie de gauche et d'extrême-gauche contre le développement des luttes ouvrières, aurait poussé à la construction d'une société moins réactionnaire, moins autoritaire. En clair vers une réforme du capitalisme en une société de classes au visage plus "humain". Ecoutons Cohn-Bendit, gourou soixante-huitard qui se définit avec fierté comme "libéral libertaire" : "...notre débat en 70, c'était contre la gauche révolutionnaire classique qui posait avant tout le problème politique de la prise du pouvoir de l'Etat. Nous, nous disions que la prise du pouvoir de l'Etat ne viendrait jamais. Donc nous avons appelé cela la politique à la première personne. Nous voulions vivre la révolution, nous ne voulions pas l'attendre." (Ibid.) Aussi, pour les nouvelles générations qui n'ont pas connu Mai 68, et surtout les grèves ouvrières massives qui s'y sont déroulées, on présente des héros tout prêts et des méthodes et des objectifs de lutte qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière ni avec son expérience passée. "Regardez", disent en substance ces mystificateurs aux éléments du prolétariat aujourd'hui en recherche de moyens de lutte, "on nous critique aujourd'hui, mais c'est grâce à notre combat que le système s'est amé-

lioré." (parce qu'il s'est amélioré ?) "A vous de reprendre le flambeau". La ligne est d'ailleurs toute tracée : c'est le réformisme sous toutes ses facettes, dures ou molles ! Aux actions radicales et terroristes de l'époque répondent les actions coups de poing anti-MacDo à la Bové et contre la mondialisation, aux manifestations contre la guerre au Vietnam et l'installation des fusées Pershing répond l'antiaméricanisme militant d'aujourd'hui, contre les OGM, etc. : "Sous les pavés, Seattle..." (3)

C'est ici que se situe le véritable "procès" : non pas contre le mythe petit bourgeois de Mai 68 mais contre le mouvement et l'histoire de la classe ouvrière. Car les événements de mai 68 ont effectivement modifié la face du monde. Mais ce n'est pas parce que, en eux-mêmes, ils auraient permis une amélioration du sort des prolétaires et encore moins réussi à renverser l'ordre capitaliste. C'est parce qu'ils ont marqué un tournant dans l'histoire. Les longues années de contre-révolution qui ont pesé comme une chape de plomb sur deux générations de prolétaires après la défaite de la vague révolutionnaire de 1917-23 prenaient fin.

En juillet 1978, nous écrivions : "Mai 68 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant, disions-nous en 1969. La suite, et particulièrement l'automne 'chaud' de 1969 en Italie, les insurrections de Pologne fin 1970, la multiplication des grèves sauvages en Angleterre et même dans les pays réputés pour leur 'calme social' comme l'Allemagne et la Scandinavie, les émeutes ouvrières dans les pays du tiers-monde, tous mouvements liés à l'approfondissement de la crise du capitalisme, est venue amplement confirmer cette prévision." (*RI* n°51) Et c'est justement parce

que nous sommes toujours dans la même période et dans la même perspective, celle du développement des luttes du prolétariat, celle de la possibilité de la destruction du capitalisme et de l'avènement de la révolution communiste, que la bourgeoisie ne rate jamais une occasion d'entretenir le mensonge et la confusion dans la classe ouvrière : afin qu'elle perde la mémoire, afin qu'avec la conscience elle perde ses forces.

KW (23 mars)

(1) Que ces attaques proviennent de secteurs de la bourgeoisie visant à éliminer de la scène politique une fraction qui tient une place importante sur la scène politique aujourd'hui ne nous importe pas ici. C'est l'expression classique des règlements de compte entre bourgeois. Il faut juste noter à cette occasion que les pays d'Europe sont dirigés actuellement par un pourcentage significatif d'ex-gauchistes de tous poils, dont l'expérience antiouvrière s'est forgée dans les années qui ont suivi 1968.

(2) La RAF, groupe terroriste soi-disant "prolétarien", dont Baader était l'élément le plus médiatisé, réalisa un certain nombre d'enlèvements et d'attentats meurtriers sur des personnages importants de la bourgeoisie ouest-allemande -dont le "patron des patrons" allemand Hans-Martin Schleyer en 1977. Ces "actions" n'avaient rien de révolutionnaire, car elles représentaient un mélange d'anarchisme et de stalinisme radical, d'ailleurs elles étaient tout bonnement dirigées depuis l'Allemagne de l'Est, dont Baader, Ensslin ou Meinhof étaient peu ou prou des agents.

(3) Titre d'un article de l'hebdomadaire allemand *Die Woche* repris dans *Courrier International* n°541 et repris d'un des slogans les plus connus de 68 : "Sous les pavés, la plage."

A quoi servent les journées d'action syndicales ?

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Par contre, ce qui est à l'ordre du jour, c'est que lorsque nous nous mobilisons, pour les salaires, contre les conséquences de la mise en place des 35h, contre les menaces sur les retraites ou contre les licenciements, cela soit autant d'occasions pour rompre réellement l'atomisation et l'isolement qui marquent les luttes actuelles. Ne laissons pas les syndicats décider pour nous : tenons des AG, discutons entre nous des moyens d'élargir la lutte, privilégions dans nos revendications ce qui nous unit avec les travailleurs de autres secteurs, envoyons des délégations vers d'autres entreprises avec des tracts appelant à se mobiliser sur ce qui nous unit. Préparons ensemble les manifestations, non pas pour défiler chacun derrière "sa" banderole, mais pour prendre contact avec d'autres prolétaires. Refusons, aussi bien le saucissonnage corporatiste au nom des "acquis de la profession" que celui qui sépare soigneusement les attaques venues du MEDEF de celles mises en place par l'Etat.

Prenons les syndicats, les partis de gauche et le gouvernement pour ce qu'ils sont : des ennemis. Ne comptons que sur nos propres forces.

PE (25 mars)

FIEVRE APHTEUSE

Les animaux malades de la peste capitaliste

La prolifération de maladies parmi les animaux d'élevage, soulignée par l'actuelle épizootie de fièvre aphteuse, n'est pas une catastrophe "naturelle" mais le résultat de l'agriculture intensive moderne, autrement dit de la recherche effrénée de profit capitaliste.

La maladie de la vache folle avait été provoquée par les économies faites dans l'alimentation du bétail, en altérant les aliments avec des résidus d'abattoirs. Quant à la fièvre aphteuse, il s'agit d'une maladie ancienne et bien connue depuis le 16e siècle en Europe et devant laquelle le capitalisme "moderne" semble désarmé. Ainsi, la Grande-Bretagne avait déjà connu une épidémie en 1967 et d'autres sont apparues sur le continent dans les années 90, conséquence logique de l'abandon de la vaccination (qui ne concernait que les bovins) en 1991, au moment même où le virus faisait des ravages en Asie. Mais rentabilité oblige ! La Grande-Bretagne n'a quant à elle jamais utilisé la vaccination, par une mesure d'économie à laquelle se sont justement ralliés les autres pays européens, dans le cadre de la concurrence acharnée qui règne dans l'agro-alimentaire comme ailleurs. L'épidémie actuelle s'est répandue aussi rapidement, en particulier outre-Manche, principalement à cause de la pratique consistant à transporter des animaux à l'abattage sur des distances toujours plus longues, à travers des pays voire des continents entiers. Et cela aussi est motivé par le profit. C'est pourquoi ce sont les filières alimentaires qui en sont les principales instigatrices.

Les activistes écologistes en tous genres se lamentent sur la disparition des petits fermiers et rêvent d'un retour aux communautés locales auto-suffisantes. Ils accusent la "mondialisation" de la situation actuelle. La question n'est pas "marché global" contre "petits marchés locaux", opposés aux méthodes modernes d'élevage. Il est vrai que les tendances dominantes dans la production et le commerce sont imposées par les plus grandes concentrations de capitaux et que les intérêts de ces dernières passent par l'élimination de tout ce qui pourrait leur barrer la route dans l'accès aux marchés et par la ruine d'une majorité de petites entreprises. Cela n'a rien de nouveau : la concentration de capital est le résultat organique des lois de ce système économique, qui est déjà devenu "mondialisé" depuis plus de cent ans.

C'est cette mondialisation qui a débouché au 20e siècle sur une saturation grandissante des marchés. Et c'est pourquoi la bourgeoisie des pays européens, comme elle l'a fait avec la vache folle, profite cyniquement de l'épidémie actuelle pour éliminer des centaines de milliers de têtes de bétail. Ainsi, un mois avant le début de l'épidémie, les spécialistes de l'agro-alimentaire avaient discrètement annoncé qu'il fallait abattre deux millions de têtes de bétail pour soutenir le cours de la viande. Une bonne façon de se débarrasser de la surproduction de viande en tous genres, tandis que les deux tiers de la planète crèvent de faim ! Et c'est de plus l'occasion pour les Etats d'éliminer les petits producteurs acculés à la ruine à cause de la crise agricole et qui reviennent trop cher à subventionner.

C'est seulement l'abolition du marché capitaliste au niveau mondial et l'instauration d'une société dans laquelle les besoins humains seront les moteurs de la production qui permettront l'émergence de méthodes rationnelles de production alimentaire, capables à la fois de nourrir l'humanité et d'éviter la prolifération de maladies et la pollution à grande échelle.

WK (22 mars)

INTERVENTION DU CCI EN GRANDE-BRETAGNE

Ouvriers, contre les attaques, c'est tous unis qu'il faut lutter

Les attaques des conditions de vie des ouvriers connaissent une aggravation dans tous les pays, provoquant une montée de la combativité qui débouche, en différents endroits, sur des ripostes ouvrières. Nous publions ci-dessous un tract distribué le 20 janvier par la section du CCI en Grande-Bretagne lors d'une manifestation des ouvriers de Vauxhall en lutte contre des licenciements.

Cette lutte des ouvriers de Vauxhall intervient dans un contexte où d'autres ouvriers d'autres secteurs ont également réagi contre des mesures aggravant les conditions d'exploitation, dans les postes notamment. En décembre 2000, à Glasgow, au Pays de Galles du Sud et en Ulster, 2000 ouvriers des postes sont partis en grève sans préavis légal. Des réactions de solidarité ont eu lieu face aux tentatives de la direction de faire accomplir le travail des grévistes dans des centres pas encore en grève.

La fermeture de l'usine Vauxhall à Luton est clairement le signe que l'industrie automobile est en crise. L'année passée, BMW s'est débarrassé de Rover et Ford, cantonnant la production à Dagenham. C'est maintenant le tour de l'usine Nissan à Sunderland. Et cela n'arrive pas seulement en Grande-Bretagne. Aux Etats-Unis, General Motors a fermé six usines au cours de ce mois-ci. De plus, il y a eu des pertes d'emplois dans tout le secteur industriel, de la sidérurgie au textile. Des dizaines de milliers d'ouvriers se retrouvent au chômage et tombent dans la pauvreté. Dans les prochains mois, des centaines de milliers d'ouvriers vont les rejoindre. Pourquoi tout cela se passe-t-il ? Comment les ouvriers peuvent-ils défendre leurs emplois et leurs conditions de vie face à de telles attaques ?

Les syndicats ont fait appel à General Motors pour sauver l'usine Vauxhall et en ont aussi appelé au gouvernement pour préserver les emplois. Tout d'abord, General Motors est en mauvais état. Ses ventes dans le monde ont chuté ces six derniers mois et les fermetures d'usines ne se font pas à un rythme assez rapide aux yeux des intérêts capitalistes. Les syndicats vantent la reprise de Rover par le groupe Phoenix comme un exemple de réussite à suivre et vont probablement proposer un plan de sauvetage similaire pour Vauxhall à Luton. Mais aucun patron, récent ou ancien, privé ou étatique, ne peut garantir les emplois, quels que soient l'accroissement de la productivité ou les concessions sur les salaires.

Les ouvriers de Vauxhall à Luton ont déjà fait de grands sacrifices au nom de la productivité. Où cela les a-t-il mené ? Nulle part. Et ce sont les shop stewards syndicaux qui les ont poussés à faire ces sacrifices. Les ouvriers qui critiquent à juste titre les syndicats doivent tout autant se méfier du syndicalisme de base qui essaie de les rabattre dans les bras des syndicats par des revendications "radicales" aboutissant simplement à une revitalisation de ces organisations qui sont les ennemis de la classe ouvrière.

En appeler à la nationalisation, à l'Etat pour qu'il devienne le nouveau patron, n'est en aucune façon la bonne réponse. Les nationalisations qui ont été utilisées dans le passé n'ont été d'aucun profit pour les ouvriers. A chaque fois que Rover a changé de main (et de nom), il y a eu des pertes d'emplois et un accroisse-

ment de la productivité. Les 54 000 licenciements quand Leyland a été nationalisé en 1975 ont été parmi les plus terribles. Les nationalisations n'ont pas empêché les pertes d'emplois massives dans les industries sidérurgiques et minières ou dans les chemins de fer.

Aucune de ces propositions ne peut venir à bout de la surproduction chronique dans l'industrie automobile. Chaque année, il est produit environ 21 millions de voitures qui ne peuvent être vendues, signifiant que près de 80 usines d'assemblage sont en sous-charge dans le monde. C'est la raison pour laquelle tous les principaux producteurs d'automobiles sont touchés. Et il n'y a pas que l'industrie automobile qui souffre de la surproduction mais l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale.

Le problème n'est pas "qu'il est plus facile de se débarrasser d'emplois ici (en Grande-Bretagne) que n'importe où ailleurs en Europe" comme l'affirme Bill Morris du syndicat TGWU. Avec ce genre de discours les syndicats tentent de nous entraîner dans le nationalisme, de nous identifier aux capitalistes britanniques plutôt qu'à nos frères de classe de l'autre côté de la Manche, d'agiter le drapeau de la défense du capitalisme britannique au lieu de défendre nos intérêts en tant que prolétaires. Les ouvriers de tous les pays sont frappés par la crise. Anglais, Allemands, "autochtones", "immigrés", tous les ouvriers ont les mêmes intérêts - se défendre contre les attaques du capitalisme sur les conditions de vie.

Comment ne pas se battre

La manifestation organisée par les syndicats à Rover le 1er avril 2000 a montré que les ouvriers veulent défendre leurs emplois. Mais elle fut à l'image des énormes manifestations contre la fermeture des puits miniers en 1992 quand même les députés Conservateurs soutenaient les mineurs. Et cependant les mines ont fermé. Le 1er avril, ce n'était pas seulement des ouvriers qui manifestaient derrière les syndicats. Les commerçants locaux étaient en première ligne et le drapeau britannique était largement déployé. Cela a été la célébration de l'industrie britannique au lieu de la défense des intérêts ouvriers.

Les manifestations peuvent être le lieu de rencontre des ouvriers - d'autres usines, d'autres industries, ou des chômeurs - pour discuter, par-

Partout les syndicats s'avèrent constituer l'obstacle à la lutte. A la poste, pour saboter l'extension de la grève à la région du Nord Ouest ils envoient des fax faisant état qu'un accord est intervenu avec les patrons alors qu'une assemblée de 700 ouvriers venait de rejeter l'accord en question à Liverpool. Dans les usines Vauxhall les syndicats ont tout fait pour désamorcer la combativité en reportant la tenue d'assemblées et de grèves, en entretenant la confusion sur les revendications, en divisant grévistes et non grévistes, etc.

Partout le développement et le renforcement de la lutte exigent de ne pas laisser son contrôle entre les mains des syndicats. Les appeler à prendre en charge nos luttes est un suicide ! La force de la classe ouvrière ne peut s'exprimer qu'à travers la prise en charge de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, dans leurs assemblées générales.

tager les expériences et apprendre à sentir notre force en tant que classe. Mais ce n'est pas la raison pour laquelle les syndicats ont appelé à ces manifestations - ils l'ont fait pour faire échapper la vapeur du mécontentement. Si une manifestation devient un véritable lieu de discussion pour les ouvriers, les syndicats font tout pour la saboter.

La réponse initiale des ouvriers de Vauxhall a été d'occuper les bureaux de la compagnie. Cette combativité doit être saluée car elle a pris complètement les syndicats par surprise et les ouvriers se sont retrouvés face aux forces de police, posant à un stade embryonnaire le besoin des ouvriers de se défendre eux-mêmes. Mais une occupation de l'usine de Luton ne sauvera pas les emplois. Il y a eu des tas d'occupations dans les années 70 comme aux Chantiers Navals de l'Upper Clyde, où l'objectif était de continuer à travailler et d'obtenir un nouveau patron. Les ouvriers se sont enfermés sur le site, isolés des autres prolétaires qui voulaient montrer leur solidarité. Une occupation de l'usine de Luton dans le carcan syndical du maintien de la chaîne de montage pour obtenir un nouveau patron aurait le même effet dangereux aujourd'hui.

Comment lutter ?

L'attaque qui s'abat aujourd'hui sur les ouvriers de l'industrie automobile n'est pas isolée. Beaucoup d'ouvriers dans d'autres industries, notamment de transformation, sont confrontés à des licenciements. Les allocations des chômeurs, des parents isolés, les remboursements médicaux sont aussi attaqués par le "New Deal". Les écoles et les hôpitaux sont de plus en plus en décalage par rapport aux besoins des ouvriers. Les ouvriers de la Poste subissent une pression extrême pour accroître la productivité. C'est toute la classe ouvrière qui est attaquée.

D'abord nous devons riposter en tant qu'ouvriers, non comme simple soutien de telle ou telle industrie, non comme britanniques aux côtés de commerçants locaux, non comme syndicalistes puisqu'aujourd'hui les syndicats soutiennent les directions et non les ouvriers.

Ensuite, nous ne devons pas nous enfermer à Luton ou Dagenham. Dans une usine touchée par des licenciements massifs, nous sommes dans une position d'extrême faiblesse. Mais quand les ouvriers se rassemblent au-delà du secteur et des divisions industrielles, nous sommes forts. Les syn-

dicats agissent pour diviser les ouvriers entre les secteurs.

Ces prolétaires qui ont signé une pétition demandant une assemblée générale à Longbridge pour discuter de comment résister à l'attaque, ont eu l'idée juste, se rassemblant en tant qu'ouvriers. On ne peut pas compter sur les syndicats pour organiser des assemblées générales ouvrières - le TGWU a mis à la poubelle la pétition et a refusé l'assemblée. Mais nous pouvons et devons nous rassembler et discuter, même si nous ne pouvons le faire dans un premier temps qu'à une petite échelle. Les grèves sauvages récentes dans le secteur de la Poste montrent que les ouvriers n'ont pas à attendre le vote syndical avant d'entreprendre une action.

Les ouvriers doivent manifester leur solidarité à ceux de Luton et Dagenham. Il est vital dans les manifestations de discuter avec les autres prolétaires au maximum, briser l'isolement. Rappelez-vous que la meilleure solidarité est de défendre vos propres intérêts en luttant sur vos propres lieux de travail, avec des revendications communes aux autres ouvriers. Cela contribuera à reconstruire un mouvement qui pourra changer le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

Le seul avenir que le capitalisme peut offrir est plus de pauvreté, de chômage et de catastrophes. En retrouvant leur identité et confiance comme classe, les ouvriers pourront offrir un avenir différent - une société communiste mondiale où la production sera orientée vers les besoins humains et non vers les profits capitalistes.

(Tract du CCI distribué à la manifestation de Luton le 20 janvier 2001)

LISEZ NOTRE BROCHURE

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

MARCOS A MEXICO

Une marche en défense d'un "bon capitalisme"

Rarement, le voyage en autocar d'une vingtaine de personnes aura soulevé autant d'intérêt médiatique dans le monde. Le 11 mars, le "sub commandante Marcos" et ses 23 collègues (les "comandantes" David, Tacho, Zebedeo, les "comandantas" Esther, Yolanda et autres adeptes du passe-montagne) sont arrivés sur le Zócalo, la grande place centrale de Mexico, après un périple de 3000 km à travers 12 Etats du Mexique. En cette occasion, ce ne sont pas seulement des dizaines de milliers de sympathisants qui attendaient les dirigeants de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) mais également une nuée de journalistes chargés de répercuter un peu partout le récit de cet "événement historique". Du côté français, le magazine en charge de la défense des bonnes causes, *Le Monde Diplomatique*, a envoyé, excusez du peu, son directeur, Ignacio Ramonet, lequel nous a gratifié, dès avant l'arrivée du héros, d'un reportage qui constitue l'éditorial de la livraison de mars de cette publication. Ramonet, qui avait rencontré Marcos peu avant son départ, termine ainsi cet éditorial : "Les Indiens demeurent victimes d'une sorte d'ethnocide silencieux. Oubliés de tous, " invisibles ", ils sont

condamnés à voir leurs langues et leurs valeurs plus que millénaires s'éteindre inexorablement. C'est contre une telle fatalité que l'EZLN et le sous-commandant Marcos se sont révoltés."

Mais la sollicitude des bonnes âmes françaises ne se limite pas à celle du *Monde Diplomatique*. Le 10 mars, peu avant son arrivée triomphale sur la grande place de la capitale, Marcos avait rencontré une délégation française "antimondialiste" composée notamment de Mme Danielle Mitterrand, du dessinateur Wolinski, de Bernard Cassen, président de ATTAC et de... José Bové (toujours présent là où il peut se faire remarquer). Les gazettes ont même précisé que, lors de la rencontre, le paysan moustachu français et le "guérillero masqué" mexicain (dont tout le monde connaît l'identité) ont échangé leur pipe.

D'ailleurs, les personnalités françaises n'étaient pas les seules à faire la fête au sous-commandant Marcos. Parmi ses supporters, on compte également le Prix Nobel portugais José Saramago, le cinéaste Oliver Stone, l'acteur Robert Redford, l'écrivain espagnol Manuel Vázquez Montalbán, le député européen Sami Nair. Comme on peut le constater, même s'il passe son temps au

fin fond de la jungle Lacandone du Chiapas, Marcos s'y connaît en "public relations". D'ailleurs, il est devenu un grand spécialiste d'Internet (il existe des centaines de sites pro-zapatistes dans le monde en plus du site officiel de l'EZLN) et son téléphone satellitaire est plus actif que celui d'un homme d'affaires.

Bref, Marcos, son passe-montagne et sa pipe sont à la mode. Au Mexique même, la marche du sous-commandant est saluée par la presque totalité des journaux de même que par beaucoup de politiciens, à commencer par le Président Fox lui-même : "Mon gouvernement est en faveur de la marche. Nous devons croire l'EZLN et lui fournir l'occasion de prouver qu'elle veut réellement la paix. Ce qui est en jeu, c'est notre naissante démocratie, et il nous faut démontrer qu'elle possède l'élasticité suffisante pour absorber les différentes formes de pensée, même les plus radicales." (*Excelsior*, Mexico, 18 février 2001) D'ailleurs, il n'y a pas meilleur défenseur des droits des indiens que cet ancien employé de Coca Cola, grand copain de George Bush junior : "Ça suffit, cinq siècles d'infamie ! Ça suffit d'ignorer les indigènes et d'être incapable d'intégrer les pauvres

et les populations marginalisées ! Les Indiens du Mexique ont été soumis à des humiliations racistes, à des politiques publiques et privées ayant conduit à leur exclusion, à leur éloignement de l'éducation et du développement, et les ayant empêchés de s'exprimer comme citoyens libres et investis de droits." (*La Jornada*, 15 février 2001) Et pour que les investisseurs un peu demeurés ne se détournent pas du Mexique, Vicente Fox avait déclaré le 26 janvier 2001 au forum de Davos : "Nul ne doit craindre la marche de l'EZLN sur Mexico. Nous ne devons pas avoir peur d'inclure tous les Mexicains dans un projet qui doit permettre à chacun d'atteindre le développement. La marche sera pacifique et nous devrions atteindre un accord de paix au Chiapas."

Les zapatistes et leurs amis au service du capitalisme

La sollicitude de la plupart des secteurs de la bourgeoisie pour Marcos et les zapatistes en dit long sur le véritable danger que ces derniers peuvent représenter pour l'ordre établi. Un danger égal à zéro. D'ailleurs, l'anthropologue André Aubry, responsable des archives diocésaines à San Cristóbal de Las Casas et proche de l'ancien évêque, Mgr Samuel Ruiz, ne s'y trompe pas : "Après tout, ce que demande Marcos n'est pas la mer à boire. En organisant cette marche, il somme le nouveau président Fox de dire quelle nation mexicaine il souhaite construire. Marcos réclame simplement que les Indiens fassent partie de cette nation." (cité par *Le Monde Diplomatique* de mars 2001).

En fait, les discours de Marcos et des siens sont bien faits pour rencontrer une telle approbation. Ainsi, dans une allocution du 21 mars 2001 à la cité universitaire de l'Université Nationale Autonome de Mexico, le "Comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général de l'Armée Zapatiste de libération nationale" (sic !) déclare :

"Nos plus lointains ancêtres nous ont appris que la vérité fait son nid à même le sol alors que le mensonge recherche les hauteurs afin de se rendre puissant et impuni.

En haut se trouve le pouvoir de l'argent et en bas se trouve celui qui supporte sur ses épaules les palais et qui, cependant, doit se contenter de recueillir les restes et les ordures qui viennent d'en haut.

En bas se trouvent ceux qui sont couleur de terre, l'indigène, l'ouvrier, le paysan, l'employé, l'instituteur, l'étudiant, la femme au foyer, l'habitant des bidonvilles, l'intellectuel, l'artiste, le religieux, l'homosexuel, la lesbienne, le chômeur, le jeune, l'homme, la femme, le vieillard, l'enfant."

Avec de tels discours, il est difficile de se faire des ennemis. Même les curés et les bonnes soeurs vont soutenir Marcos (particulièrement les vieux curés homosexuels mal logés et les jeunes nonnes sexuelles au chômage).

Voilà ce qu'on nous présente aujourd'hui comme le nec plus ultra de la "subversion" ou du combat "révolutionnaire". Nous ne rions pas : le 24 mars était organisée au 33, rue des Vignoles à Paris, siège du syndicat CNT (syndicaliste "révolutionnaire") une rencontre avec les "caravaniéristes internationaux" qui revenaient de la marche mexicaine (réunion annoncée sur le site Internet officiel de l'EZLN). D'ailleurs, *Le Combat syndicaliste* (mensuel de la

CNT) de février 2001 nous engage à acheter des "calendriers de solidarité avec le Chiapas en lutte".

En fait, l'expédition de Marcos en faveur de la "dignité des indigènes du Mexique" (y compris avec ses relents idéologiques les plus rétrogrades qu'on retrouve chez les amis de José Bové) s'inscrit dans la série des campagnes actuelles des "citoyens contre la mondialisation" (comme le rassemblement de Porto Alegre en janvier). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la première action d'éclat de Marcos (en fait la seule action armée qu'il ait menée à ce jour), l'occupation de la petite ville de San Cristóbal dans l'Etat du Chiapas, au Sud-Est du Mexique, a eu lieu le 1er janvier 1994, le jour même où entrait en vigueur l'ALENA, le traité de libre échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Dès le début, il est apparu que l'EZLN avait de puissants appuis au sein même de la bourgeoisie mexicaine, à commencer par les secteurs les plus puissants de l'Eglise catholique, ceux qui traditionnellement s'opposent à l'influence des Etats-Unis. Aujourd'hui, les "anti-mondialistes" (notamment les adeptes de la Taxe Tobin regroupés dans ATTAC) font très bien le jeu des secteurs bourgeois qui, en Europe, s'opposent à l'hégémonie américaine.

Le nouveau Président mexicain, Vicente Fox, s'est déclaré le meilleur ami de Bush aussitôt que ce dernier a été investi. Mais comme il est toujours préférable d'avoir deux fers au feu, il a mandaté son ministre des affaires étrangères, Jorge Castañeda, pour déclarer, lors d'une rencontre récente à Bruxelles avec les autorités européennes : "[la lutte du sous-commandant Marcos] était non seulement moralement juste, mais elle était aussi nécessaire. Sans elle, il me semble impossible d'imaginer que nous aurions pu acquiescer cette prise de conscience de la question indienne : c'est la grande dette du pays envers Marcos et les zapatistes". (*Le Monde*, 2 mars 2001). Ce faisant, il savait bien qu'il recevrait le meilleur accueil des secteurs européens les plus hostiles à la domination américaine.

Ainsi se poursuit l'offensive à grande échelle contre la conscience de classe du prolétariat, une offensive où la rhétorique "subversive" se combine très bien avec la défense des intérêts impérialistes de telle ou telle bourgeoisie nationale contre l'hégémonie américaine. Il ne s'agit plus de lutter comme classe contre l'exploitation capitaliste, mais comme "citoyen" ou comme "société civile" contre les "excès du capitalisme" et autre "mondialisation". Au beau temps de la guerre froide, les partis stalinien, avec la complicité des trotskistes, racontaient aux ouvriers que leur lutte passait par la défense de la "patrie socialiste" contre l'impérialisme américain. Les "anti-mondialistes" d'aujourd'hui, en compagnie de leurs complices gauchistes et anarchistes, reprennent un refrain semblable et toujours avec le même objectif : mystifier les prolétaires afin de préserver la domination du système capitaliste.

Fabienne (24 mars)

POGROMS A BORNEO

Un produit de la décomposition sociale du capitalisme

En dix jours, entre le 18 et le 28 février, les massacres de populations en plein coeur du Kalimantan, dans la partie indonésienne de l'île de Bornéo ont fait plus de 400 morts. Ces tueries qui n'ont pas épargné les femmes et de nombreux enfants ont été perpétrées de façon particulièrement atroce, avec la sauvagerie d'une haine aveugle, à coups de lances, de flèches empoisonnées, de poignards et de machettes, n'hésitant pas à décapiter des bébés arrachés aux bras de leurs mères, à dépecer les cadavres pour en arracher le coeur, pillant et incendiant leurs villages, devant la présence passive de la police et de l'armée locale.

Les victimes de ces pogroms effroyables sont des Madurais musulmans, émigrants venus d'une île indonésienne au nord de Java. Cette "transmigration" d'une île à l'autre de l'archipel est un héritage de la politique colonialiste hollandaise au début du 20e siècle. Elle a été reprise et systématisée par le régime de l'ancien dictateur Suharto depuis la seconde moitié des années 1960, et notamment à partir du "programme" de répartition du peuplement de 1979. Cette politique de dissémination de populations venant des îles indonésiennes surpeuplées de Java et de Madura (qui, à elles seules, abritent aujourd'hui encore près des deux-tiers de la population indonésienne) avait été entreprise pour étendre le contrôle de l'Etat central sur l'immense territoire que constitue l'archipel.

Les agresseurs font partie d'une population locale, les Dayaks, anciens chasseurs et agriculteurs nomades qui ont été chassés de leurs terres et de leurs forêts par la "civilisation" capitaliste qui, après avoir détruit leurs moyens d'existence ancestraux de petits producteurs indépendants, s'est trouvé incapable de les intégrer et les a totale-

ment marginalisés au milieu d'une population dont 80% vivent en dessous du seuil de pauvreté. La plupart se retrouvent parqués dans un état de semi-clouardisation dans des bidonvilles à la périphérie des villes. Ce lumpen-prolétariat, conditionné par l'idéologie la plus exacerbée des préjugés racistes, cristallise facilement un sentiment de haine envers l'étranger qui vient manger son pain et il devient un instrument docile, manipulable et fanatisé de toutes les formes du nationalisme.

D'autres pogroms des Dayaks vis-à-vis des Madurais avaient déjà eu lieu en 1997 et 1999. Ils ont été encouragés par les nombreuses velléités indépendantistes qui se sont manifestées au cours de ces derniers mois dans de nombreuses îles comme notamment à Aceh, Riau ou dans l'Irian-Jaya alors que le Timor-Oriental qui s'était soulevé il y a trois ans connaît à nouveau des troubles nationalistes au sud malgré la présence des Casques bleus. D'autres régions sont actuellement en proie à des affrontements interethniques meurtriers comme dans les Moluques ou plus récemment encore dans un Etat voisin, la Malaisie où, entre le 7 et le 10 mars, quatre jours d'affrontements entre Malais et Indiens ont fait 5 morts et 40 blessés dans une banlieue pauvre de la capitale, Kuala Lumpur.

Seule l'évacuation précipitée par bateaux, après des jours d'attente dans des camps de fortune où ils ont croupi dans des conditions d'hygiène épouvantables, de la quasi-totalité des 70 000 ressortissants madurais, brutalement renvoyés vers Java ou Madura, ramenait le calme au Kalimantan (1).

Cela traduit le niveau de décomposition atteint par la société capitaliste à certains endroits de la planète. Cette décomposition tend à accroître formidablement le phénomène des diasporas,

qui a été déjà subi par nombre de communautés dans l'histoire, comme les Juifs, les Tsiganes, les Arméniens, etc. Mais surtout, la décomposition sociale touche en particulier les couches misérables déclassées du "tiers-monde" souvent issues d'un milieu pré-capitaliste ou paysan chez qui sont ancrés des conditionnements idéologiques profondément réactionnaires et rétrogrades. Dans ce cadre, le déchaînement nationaliste devient le catalyseur d'une manifestation particulièrement effrayante de la barbarie capitaliste.

Le prolétariat des pays du tiers-monde ne doit nullement se laisser influencer sous aucun prétexte par les miasmes délétères du nationalisme. Seul le prolétariat est une classe révolutionnaire qui a la responsabilité et le pouvoir de renverser et abattre ce système de misère et d'exploitation. Et sa seule voie, sa seule perspective est celle de l'internationalisme prolétarien. La classe ouvrière en tant que classe exploitée a toujours été une classe d'immigrés qui n'a pas de "terre de ses ancêtres" ni de racines à défendre contre un pseudo-"envahisseur étranger"; elle n'a pas de patrie dans laquelle elle puisse reconnaître ses intérêts. La seule réponse à la misère grandissante qu'impose cette société, et notamment là où elle provoque les pires ravages, ne peut venir que du développement des luttes ouvrières dans tous les pays, de la solidarité internationale des prolétaires mobilisés sur leur propre terrain de classe.

DY

(1) Le gouvernement de Madura a fait savoir qu'il refusait de s'encombrer de ces masses de réfugiés qui devront s'exiler sur d'autres îles, venant grossir les rangs du million de personnes "déplacées" dans l'archipel au cours de ces dernières années à cause d'autres conflits.

Ni Union nationale israélienne, ni Autorité palestinienne Lutte de classe internationale !

Finalment le "faucon" et la "colombe" ont convolé en justes noces. Barak l'avait rêvé, le "faucon" Ariel Sharon l'a fait, après avoir infligé une cuisante défaite au même Ehoud Barak lors des élections au poste de premier ministre en Israël en février dernier. Ariel Sharon, celui-là même dont la visite le 28 septembre 2000 sur la place des Mosquées (ou Mont du Temple) avait servi de prétexte au déclenchement de la nouvelle guerre israélo-palestinienne, a donc réussi début mars à former un gouvernement d'Union Nationale très large regroupant tous les partis de la droite nationaliste et orthodoxe, mais également le parti travailliste qui détient les ministères clés de la défense (Benjamin Ben Eliezer) et des affaires étrangères avec la "colombe" Shimon Pérès, prix Nobel de la paix.

Rapelons que ce "faucon" et cette "colombe" sortent du même nid, celui des nationalistes à la mode Ben Gourion, toujours en pointe dès qu'il s'agit de faire le coup de feu. Si Sharon fait ouvertement figure de tueur, comme ancien membre des sections militaires secrètes effectuant des "nettoyages" sanglants de villages arabes ou de camps de réfugiés, ou encore comme principal instigateur de l'opération "Paix en Galilée" et des massacres de Sabra et Chatila en 1982, Pérès ne démérite pas trop au tableau d'honneur des assassins honorés par la bourgeoisie : dirigeant de l'organisation juive terroriste de la Haganah avant l'indépendance, au cœur des négociations avec la France et la Grande-Bretagne pour l'attaque de l'Egypte en 1956, il a ensuite fait partie de presque tous les ministères depuis 1960 à quelques rares interruptions près (1977-1984) et assume comme premier ministre la responsabilité de l'opération "Raisins de la colère" en avril 1996 et du massacre du camp de Cana. L'histoire a amplement démontré que le Likoud ou les travaillistes menaient la même politique impérialiste sur le fond.

La bourgeoisie de l'Union Européenne, France et Grande-Bretagne en particulier, ne nous présente pas les choses sous cet angle. D'une façon générale la bourgeoisie tend à faire croire que la paix dépend de la plus ou moins bonne volonté de telle ou telle fraction, qui évidemment est celle qui concorde le mieux avec ses propres intérêts impérialistes. Ainsi, à cause de certaines accointances historiques avec le parti travailliste, et parce qu'elle soutient en sous-main la cause palestinienne, n'a-t-elle eu de cesse de gémir contre Nétanyahou, célébrer Barak et d'annoncer l'apocalypse si Sharon était élu.

Mais l'élection de Sharon n'est pas en soi un obstacle au "processus de paix" ni l'expression de la claire volonté de la bourgeoisie israélienne d'y mettre un terme. Cette élection est bien plus le résultat de l'impossibilité flagrante de trouver une paix globale et durable aux Proche et Moyen Orient dans le cadre du capitalisme, malgré les "efforts" de Barak et Clinton. La nouvelle administration américaine de Georges W. Bush a d'ailleurs décidé qu'on ne pouvait plus dorénavant parler de "processus de paix" - qualification hypocrite dont usait jusque là l'ensemble de la bourgeoisie mondiale - pour désigner la tuerie quotidienne qui ensanglante la région. L'heure est au front uni de la

bourgeoisie israélienne dans la défense de ses intérêts impérialistes, ce qui permet à l'occasion de canaliser les forces centrifuges de la droite ultra. De la même façon l'Autorité Palestinienne essaie de maintenir un semblant de cohésion autour du Fatah de Yasser Arafat, mis à mal par le Hamas ou le FLP ou par des tendances plus radicales en son sein, sans toutefois pouvoir disposer d'une fiction "démocratique" comme en Israël.

La polarisation Union Nationale/Autorité palestinienne ne peut qu'enfoncer un peu plus le clou de la division entre populations palestiniennes et israéliennes, et aggraver le nationalisme matiné d'intégrisme religieux dont l'emprise est si forte, y compris sur la classe ouvrière. Idéologie "naturelle" de la bourgeoisie en vue de constituer une assise spatiale, juridique et militaire au capital à travers l'Etat-nation, le nationalisme constitue pour le prolétariat un véritable poison qui non seulement pousse des frères de classe à s'entre-massacrer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, mais surtout empêche de développer l'union dans la lutte contre l'ennemi de classe, brisant ainsi toute perspective de sortir de la spirale d'exploitation et de guerre où le capitalisme plonge la classe ouvrière. Aujourd'hui que les nations ont depuis belle lurette achevé leur tâche progressiste, le nationalisme n'est plus qu'un jouet entre les mains des puissances impérialistes, petites ou grandes. Toutes les revendications nationalistes sont un piège. Elles n'ont plus aucun caractère progressiste pour le prolétariat.

C'est le cas pour la principale revendication : celle d'un Etat palestinien indépendant, comme le demandent les gauchistes de tout poil et de tous pays. Comme le montre l'existence d'Israël, un Etat qui surgirait dans la région ne pourrait se maintenir qu'armé jusqu'aux dents, sur la base d'un soutien impérialiste sans faille de la part d'une grande puissance et serait obligatoirement un Etat de tortionnaires dont la corruption et la police actuelle de l'Autorité Palestinienne donnent déjà un avant-goût. Economiquement, cet Etat ne serait pas viable : 80% de l'économie des territoires occupés dépend d'Israël. Cela ne pourrait signifier pour la classe ouvrière palestinienne qu'un enfoncement dans une misère indécible et une exploitation accrue de la part de sa propre bourgeoisie, déjà particulièrement féroce.

Pour autant, même si l'emprise nationaliste est très forte, il ne faut pas négliger la part due au mécontentement social dans la défaite des travaillistes. Israël, tout comme les territoires palestiniens et l'ensemble de la région, est touché de plein fouet par la crise et la décomposition sociale. En Israël comme ailleurs, ce qui attend les ouvriers, c'est la paupérisation absolue : "La proportion de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 27,9% en 1979 à 34,3% en 1996. Quant aux enfants dans le même cas, leur pourcentage a grimpé, durant la même période, de 23,1% à 33,4%" (Manière de Voir n°54 page 44).

Dans ces conditions, subissant une inflation de 8,6%, la classe ouvrière israélienne est entrée massivement en lutte en mars 2000 : la grève générale a regroupé 500000 ouvriers.

Il va sans dire que la condition des ouvriers palestiniens, que se soit sur leurs "territoires autonomes" (où l'absence de législation du travail les livre pieds et poings liés à leurs employeurs) ou en Israël (où leurs salaires sont en général 30% inférieurs à ceux des ouvriers israéliens), est pire encore, aggravée par le bouclage des territoires (entraînant jusqu'à 50% de chômage), la pénurie d'eau potable, une pollution industrielle criminelle, des conditions sanitaires déplorables (égouts à ciel ouvert, prolifération incontrôlée des déchets).

Il ne faudrait pas en déduire qu'ouvriers palestiniens et ouvriers israéliens auraient une lutte spécifique à mener. Au contraire ils doivent faire preuve de la plus grande solidarité sur le terrain de classe.

Dans le cas contraire, un chiffre à lui seul, résume les perspectives de la bourgeoisie pour cette région du monde : "en

moyenne, au Proche Orient, pour un dollar investi dans l'éducation, il y en a 166 dans le secteur militaire" (Le Monde, 19/03/2001) Voilà ce que préparent réellement tous les rapaces impérialistes ! Voilà ce qui attend la classe ouvrière si elle continue de suivre les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie.

Ouvriers d'Israël et de Palestine ! Depuis la reprise de l'Intifada (1), ce conflit a déjà fait 440 morts et 20000 blessés ! Des femmes, des enfants, continuent d'être abattus en pleine rue par l'armée israélienne. Les civils israéliens sont tirés comme des lapins par des snipers palestiniens, ou bien vivent dans l'angoisse de sauter sur une bombe. Tout palestinien ou israélien, reconnu comme tel, peut être lynché en guise de représaille par des foules fanatisées. Ouvriers ! ce combat n'est pas le vôtre ! Ni Union Nationale, ni Palestine, mais lutte de classe !

Les grandes puissances d'Europe, de Russie, de Chine, ne veulent pas de la Pax Americana. Ce sont elles qui arment massivement les pays arabes (Syrie, Iran, Irak, mouvements islamistes) pour contrebalancer la superpuissance israélo-américaine ! Ouvriers d'Europe et d'Amérique ! Votre combat contre votre bourgeoisie et ses mensonges sont la seule aide véritable que vous pouvez apporter à vos frères de classe du Moyen Orient. Votre responsabilité est de refuser de prendre parti pour un camp impérialiste ou un autre, de dénoncer les appels pro-palestiniens aussi bien que ceux de défense d'Israël.

Ouvriers de tous les pays, unissez-vous !

BTM (23 mars)

(1) Voir RI n°307 et RIInt 104.

La guerre reprend de plus belle dans les Balkans

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Serbes et les populations slaves de Macédoine que l'on prétend protéger et les Albanais qu'on montre du doigt en soupçonnant leur gouvernement de vouloir constituer une "grande Albanie". La "communauté internationale" prétendait pourtant il y a deux ans à peine défendre la population albanophone du Kosovo et voler à son secours. Ce prétexte humanitaire était même la justification essentielle de l'intervention meurtrière de l'OTAN. Ce prétexte n'était que pur mensonge. En déclenchant leurs opérations militaires, les forces alliées savaient très bien qu'elles poussaient ainsi Milosevic à intensifier et généraliser sa politique de déportation massive de populations locales. De plus, les bombardements au Kosovo ont transformé la région en un véritable champ de ruines. Et la partition sectorielle du Kosovo sous le contrôle de l'OTAN qui était censée porter un coup d'arrêt à l'épuration ethnique de Milosevic n'a fait que parquer les populations locales vivant toujours dans la même misère dans des ghettos barbelés en entretenant en permanence un climat de haine interethnique.

Comme dans tous les conflits balkaniques depuis dix ans, ce n'est nullement pour les raisons qu'elles avancent que les grandes puissances se mêlent de la situation et s'interposent aujourd'hui en Macédoine mais pour défendre chacune leurs propres intérêts et leurs propres positions impérialistes dans la région. Le même appétit impérialiste anime tous les Etats, des plus petits aux plus grands. Actuellement, les grandes puissances soutiennent pour l'instant toutes ouvertement le gouvernement macédonien et l'OTAN a demandé l'envoi de renforts de troupes pour faire face aux mouvements de maquisards pro-albanais entre les frontières serbes et macédoniennes. Mais, derrière l'unité de façade des grandes puissances, se dissimulent les mêmes clivages et les mêmes intérêts impérialistes particuliers qui se sont déjà affirmés dans les différents conflits qui se sont succédés depuis dix ans dans les Balkans. Chacune d'entre elles s'ap-

puie sur des cliques et des gangs nationalistes locaux. Comme en Croatie, en Bosnie ou au Kosovo, les intérêts des grandes puissances divergent profondément et si tous apparaissent soucieux de ne pas jeter ouvertement d'huile sur le feu, au sein de la KFOR, chacun entend tirer profit de la situation au mieux de ses intérêts stratégiques. Et si l'occasion s'en présente, ces divergences d'intérêts ne manqueront pas de s'affirmer également par rapport à la Macédoine.

Ainsi, la France, après avoir été contrainte l'an dernier de participer en première ligne aux bombardements de l'OTAN sur la Serbie pour pouvoir maintenir sa présence dans les Balkans (sous la forme de troupes d'occupation d'une partie du Kosovo au sein de la KFOR), retrouve ici l'occasion de pouvoir rejouer à fond sa carte d'alliances plus traditionnelles, d'une part en se rapprochant à nouveau de son ex-alliée, la Serbie, d'autre part en apportant son soutien empressé à la Macédoine. Elle se retrouve d'ailleurs comme par le passé associée à la Grande-Bretagne dans cette entreprise. Au début des affrontements, c'est à Paris qu'a accouru le président macédonien pour réclamer de l'aide et huit jours après, le ministre des affaires étrangères faisait escale à Skopje pour annoncer : "Nous ne voulons pas laisser des groupes terroristes remettre en cause la stabilité de la Macédoine et de toute la région" tandis qu'un autre porte-parole du Quai d'Orsay déclarait "nous soutenons la politique de modération et de retenue du gouvernement macédonien".

Quant à l'Allemagne qui a poussé activement il y a dix ans la Croatie et la Slovénie vers l'indépendance encourageant ainsi dès l'origine l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et qui a soutenu déjà activement l'UCK kosovar, son objectif ne peut qu'être toujours le même dans les Balkans : celui d'accroître l'isolement de la Serbie et surtout de tisser autour de cette dernière un réseau d'Etats germanophiles dont elle compte tirer profit ultérieurement. Car l'objectif impérialiste majeur de l'Allemagne est plus lointain, il est de déposséder la

Serbie d'un accès à la Méditerranée en provoquant la sécession du Monténégro.

Le principal intérêt des Etats-Unis est de préserver au maximum l'ordre et le statu quo sur le terrain comme à la tête des forces de l'OTAN pour contenir les initiatives intéressées des autres puissances européennes et rester les maîtres du jeu dans les Balkans qu'ils ont de plus en plus de mal à contrôler.

Enfin, la Russie, en réclamant à cor et à cri une intervention militaire musclée contre les "terroristes albanais", vise toujours à se poser en parrain impérialiste le plus sûr de la Serbie.

C'est pourquoi compter sur la "communauté internationale" et sur l'OTAN pour éviter la spirale du chaos dans les Balkans comme le mettent en avant tous les gouvernements et tous les médias relève d'une illusion complète. Déjà, les uns et les autres cherchent à tirer profit d'affrontements limités pour jouer chacun leurs propres cartes. Mais c'est aussi jouer avec le feu. Il est évident que l'extension du conflit à toute la Macédoine et son risque d'éclatement pousseraient d'autres Etats directement intéressés à son sort comme la Bulgarie ou la Grèce à intervenir plus activement. Ce serait alors une nouvelle étape dans l'escalade guerrière, le conflit débordant pour la première fois depuis 1991 des frontières de l'ex-Yougoslavie. La conscience des dangers d'un tel dérapage possible ressortait d'ailleurs dans un article du Monde daté des 18 et 19 mars : "Si la flambée de violence s'étendait à l'ensemble de la communauté albanaise et si l'intégrité de la Macédoine était menacée, il serait alors bien difficile de contenir les appétits des uns et des autres et surtout d'empêcher que (...) ne se déclenchent des réactions en chaîne." Pourquoi ? Parce que l'enfoncement inexorable du capitalisme dans la spirale de la barbarie guerrière ne connaît pas de limites. C'est une des manifestations de la faillite de ce système pour toute l'humanité. Mais cela, la presse bourgeoise ne le dira jamais.

CB (20 mars)

Les incompréhensions de De Leon sur le mode de production capitaliste

Dans la première partie de cette série sur l'héritage de Daniel De Leon (1), nous avons souligné que les contributions positives de celui-ci pour le mouvement ouvrier, en particulier aux Etats-Unis, avaient été sérieusement amoindries en raison de ses confusions politiques et économiques importantes. Dans cet article, nous allons nous concentrer sur sa compréhension déficiente de l'analyse marxiste du fonctionnement de l'économie capitaliste.

L'opposition de De Leon au réformisme, un élément central de sa perspective politique, ressemble en apparence à la position défendue aujourd'hui par le CCI et le reste de la Gauche communiste. Cependant, les conceptions de De Leon, exposées originellement dès les années 1890, reposaient sur une confusion totale quant au fonctionnement de l'économie capitaliste de son époque.

Le réformisme a toujours signifié la théorie et la pratique d'une transition pacifique au socialisme se caractérisant par la défense du parlementarisme, du légalisme et du pacifisme. Antagonique aux intérêts de la classe ouvrière, il représentait la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du prolétariat. Ici, il est important de clairement distinguer entre le réformisme et la lutte pour des réformes. Dans la phase ascendante du capitalisme, la lutte pour arracher des réformes durables à la bourgeoisie améliorant les conditions de vie de la classe ouvrière (interdiction du travail des enfants, la journée de huit heures de travail, etc.) était possible. Elle se situait sur le terrain de classe du prolétariat et était une expression de l'antagonisme fondamental entre le capital et la classe ouvrière salariée. C'est pourquoi, à la fin du 19e siècle et au tout début du 20e siècle, la lutte pour des réformes était soutenue à juste titre par les révolutionnaires marxistes. De Leon, par contre, ne la soutenait pas. Au lieu de cela, il dénonçait la lutte pour des réformes comme étant synonyme de la pratique contre-révolutionnaire du réformisme.

Deux facteurs sont à la base des confusions de De Leon sur cette question : 1) une incapacité à comprendre de façon adéquate que tous les modes de production économique, y inclus le capitalisme, passent par des phases d'ascendance et de décadence dans leur développement historique ; 2) une adhésion à une variante de la "loi d'airain des salaires" (2), alléguant essentiellement que, dans le capitalisme, les salaires des ouvriers baissent inexorablement et que, par conséquent, la lutte pour des augmentations de salaires et des réformes est inutile.

L'incompréhension du marxisme

La compréhension que tous les modes de production de l'histoire traversent des phases d'ascendance et de décadence au cours de leur développement historique, s'appuie fondamentalement sur le travail de Karl Marx. Même Arnold Petersen du Socialist Labor Party fut contraint de reconnaître dans son introduction de 1947, lors de la réimpression du livre de De Leon *Réforme ou Révolution*, que "les systèmes sociaux naissent, croissent et mûrissent pour finalement entrer en décadence". Avant qu'un système social n'atteigne sa période de déclin, les réformes sont

possibles. Mais, une fois la décadence installée, la période de réformes est terminée, la seule perspective à l'ordre du jour devenant la transformation révolutionnaire de la société.

Pour les révolutionnaires, il est ainsi essentiel de comprendre théoriquement le moment où le capitalisme ayant atteint les limites de son développement historique, il cesse d'être progressiste au sens historique du terme, devient une entrave au développement futur des forces productives, et finalement met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne (3). Une telle compréhension a de profondes implications pour l'intervention des révolutionnaires dans la lutte de classe. Marx et Engels ont, dans un premier temps, sous-estimé le potentiel d'expansion du capitalisme et ont pensé que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour en 1848. L'histoire a montré le contraire et les écrits postérieurs ainsi que les activités révolutionnaires de Marx et d'Engels se sont appuyés sur une reconnaissance de ce fait.

Pour De Leon, l'avènement du déclin capitaliste est arrivé très tôt. Dès les années 1890, de façon erronée, De Leon argumentait qu' "à l'étape actuelle de la civilisation, il n'y a aucune possibilité pour des réformes véritables..." et que "toutes les réformes accordées par le capitalisme sont des mesures réactionnaires figeant les choses." Sur quoi se basait De Leon pour affirmer que le capitalisme avait atteint les limites de son développement historique et que, de la sorte, il avait changé fondamentalement et irrévocablement ? Le de Leonisme n'apporte aucune réponse à cette question, aucune explication théorique pour de telles conclusions. De Leon avait tort lorsqu'il s'opposait aux réformes, raison quand il s'opposait au réformisme et tort à nouveau quand il faisait la confusion entre les deux. Les réformes étaient encore possibles à la fin du 19e siècle. Le capitalisme était dans sa dernière phase d'expansion, s'étendant encore, par exemple, en Afrique. Le système capitaliste n'avait pas encore totalement achevé sa mission historique, la création d'un marché mondial. La lutte pour la réduction de la journée de travail, pour l'interdiction du travail des enfants, n'était pas réactionnaire, "figeant les choses". Tout au contraire, elle était une lutte prolétarienne apportant des gains durables à la classe ouvrière et elle préparait les luttes révolutionnaires futures. Par ailleurs, elle constituait un aiguillon supplémentaire au développement capitaliste. Dans la période ascendante du capitalisme, la lutte pour les réformes n'était pas séparée de la lutte révolutionnaire. Paradoxalement, malgré son opposition avouée au réformisme et à cause de ses confusions sur la nature de la démocratie bourgeoise ainsi que sur les tâches politiques du prolétariat, De Leon soutenait le parlementarisme, le légalisme et le pacifisme au sein de l'arène politique. Ainsi sa pratique était-elle identique à celle du réformisme qu'il méprisait pourtant tellement.

Quand éclate la Première Guerre mondiale, une guerre interimpérialiste généralisée plongeant l'humanité dans une boucherie totale sans précédent, le de Leonisme, contrairement au reste du mouvement marxiste révolutionnaire, ne comprend pas le tournant que cela représente dans la vie du capitalisme. Il ne perçoit pas que celui-ci marque la fin de la période historique d'expansion capitaliste et le début de l'ère des guerres ou des révolutions. La première vague révolutionnaire mondiale, qui se développe en réaction à la barbarie guer-

rière, débouche sur la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie, premier acte de la révolution mondiale en marche. Les partis sociaux démocrates des principaux pays connaissent des fractures : leur aile gauche soutient la perspective d'une issue prolétarienne au désastre de la guerre, alors que l'aile droite, qui trahit le camp prolétarien, collabore avec la bourgeoisie pour mobiliser les ouvriers dans la guerre. Avant la guerre, au sein de la Deuxième Internationale, le de Leonisme s'était souvent retrouvé aux côtés de la Gauche. Par contre, une fois celle-ci terminée, il reprend ses vieilles pratiques politiques sans prendre en compte les modifications des conditions historiques de la lutte de classe.

Les confusions de De Leon sur la théorie des salaires

La croyance de De Leon dans une variante de la "loi d'airain des salaires" entraînait qu'il ne voyait essentiellement aucun objet à la lutte de classe à un niveau immédiat. Comme l'un de ses partisans l'a affirmé une fois, De Leon croyait que "indépendamment de la force et de la combativité de la classe ouvrière, son action collective dans le capitalisme ne peut empêcher que ses conditions empirent" (Goodstein, *New Socialist*). Selon De Leon, de 1870 à 1900, le niveau de vie des ouvriers est allé de "de mal en pis". Ce en quoi il se trompait, confondant la paupérisation absolue avec la paupérisation relative de la classe ouvrière. La paupérisation absolue signifie une chute du niveau de vie des ouvriers tandis que la paupérisation relative (relativement aux richesses créées dans la société) se produit, y compris quand augmente le niveau de vie des ouvriers. Marx a indiqué que, tandis que la part des ouvriers dans la production sociale peut baisser par rapport à celle des capitalistes, les conditions d'existence des ouvriers peuvent rester les mêmes, ou même s'améliorer. Le passage suivant le montre : "Que le salaire réel reste le même, qu'il augmente même, le salaire relatif n'en peut pas moins baisser. Supposons par exemple que tous les moyens de subsistance aient baissé de prix des 2/3, alors que le salaire journalier ne baisse que d'1/3, c'est-à-dire tombe, par exemple, de 3 marks à 2 marks. Bien que l'ouvrier avec ses deux marks dispose d'une plus grande quantité de marchandises qu'auparavant avec 3 marks, son salaire a cependant diminué par rapport au bénéfice du capitaliste... La part du capital proportionnellement à la part du travail s'est accrue. La répartition de la richesse sociale entre le capital et le travail est devenue encore plus inégale... Le salaire réel exprime le prix du travail relativement au prix des autres marchandises, le salaire relatif, par contre, la part de travail immédiat à la nouvelle valeur qu'il a créée par rapport à la part qui en revient au travail accumulé, au capital". (*Travail salarié et capital*)

Pour Marx, il n'existe pas de loi démontrant que les salaires réels baisseraient systématiquement. Tout au contraire. Le niveau plancher des salaires est fixé par le minimum physiologique nécessaire à la reproduction de la force de travail des ouvriers. Le niveau plafond, par contre, est en fin de compte établi par des facteurs tels que le taux et la masse de profit, le taux d'accumulation et les conditions de réalisation de la plus-value qui prédominent dans une période donnée du développement capitaliste. Entre ces limites haute et basse,

le niveau réel du salaire est à tout moment déterminé, pour une large part, par le niveau de la lutte de classe.

Contrairement à la conception de De Leon selon laquelle le salaire réel doit toujours baisser, quel que soit le niveau de lutte de classe, Marx mettait en avant que la lutte de classe était un facteur vital dans la détermination du niveau réel des salaires.

Donc, selon la conception de De Leon pour laquelle le salaire réel des ouvriers, par opposition à leur salaire relatif, ne peut que baisser continuellement, sans que la lutte de classe dans la société capitaliste puisse y jouer un rôle, a été réfutée par Marx (à travers des œuvres traduites en anglais par De Leon lui-même !) des dizaines d'années avant que De Leon ne rejoigne le mouvement socialiste.

La conception de De Leon selon laquelle les conditions d'existence des ouvriers pendant la période d'ascendance du capitalisme ont été de "mal en pis", a été réfutée par la réalité des luttes ouvrières. Il a bien existé, dans la période d'ascendance du capitalisme, une tendance à la paupérisation absolue de la classe ouvrière. C'était pendant la phase d'accumulation primitive. Mais à celle-ci a succédé la période d'expansion capitaliste du 19e siècle, caractérisée, elle, par une claire tendance à l'augmentation du salaire réel, parallèlement à une baisse du salaire relatif et donc à une paupérisation relative. C'est durant cette période qu'il a été possible d'arracher des réformes durables à la bourgeoisie par la lutte de classe. Ainsi, par exemple, dans le Volume I du *Capital*, Marx met en avant que le salaire réel a chuté en Grande-Bretagne entre 1799 et 1815, étape finale de l'accumulation primitive du capital. Mais, si on regarde la Grande-Bretagne et la France pendant la période d'expansion capitaliste la plus rapide, il apparaît clairement que, loin de continuellement baisser comme De Leon le pensait, le salaire réel a vraiment augmenté. L'évolution du salaire réel en France et Grande-Bretagne entre 1830 et 1910 a été la suivante (base 100 en 1900, chiffres tirés de *L'impérialisme* de Fritz Sternberg, 1926) :

	France	GB
1830	54	45
1840	57	50
1850	59.5	50
1860	63	55
1870	69	60
1880	74.5	70
1890	89.5	84
1900	100	100
1910	106	106

Le lien entre les luttes défensives immédiates et la lutte révolutionnaire

Même si des réformes durables n'avaient pas été possibles pendant la phase ascendante capitaliste et que le salaire réel avait baissé sans cesse comme De Leon le pensait à tort, la lutte immédiate des ouvriers, pour se défendre des attaques du capital, aurait été néanmoins nécessaire à cette époque comme elle l'est aujourd'hui, bien que des réformes durables soient en fait désormais impossibles à obtenir (4).

Ces luttes défensives de la classe ouvrière furent rejetées avec mépris par De Leon qui ne pouvait comprendre le lien entre les luttes immédiates du prolétariat et la lutte révolutionnaire pour renverser le capitalisme. Dans le *Warning of the Gracchi* (1902), De Leon exprime ce mépris de la façon suivante : "La faiblesse caractéristique du prolé-

tarial le rend sujet à se leurrer (...) En dehors de l'abolition de l'esclavage salarié, toutes les 'améliorations' soit reviennent au capitalisme soit sont de pures sornettes." (notre traduction).

Marx, par contre, a insisté sur le fait que la lutte défensive était une des conditions les plus importantes pour permettre au prolétariat d'être en mesure de mener une lutte révolutionnaire contre l'Etat capitaliste. Après avoir mis en lumière les tendances objectives qui, si elles n'étaient pas contrées, feraient baisser continuellement le niveau de vie, il écrit : "Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration de sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée d'êtres faméliques pour lesquels il ne serait plus de salut (...) Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure" (Salaire, Prix et Profits).

Le lien nécessaire entre les luttes politiques et économiques de la classe ouvrière, entre d'une part les luttes immédiates et défensives et d'autre part la lutte historique pour le communisme est le socle du marxisme révolutionnaire qui était rejeté par De Leon.

C'est dans la période de décadence du capitalisme que s'exprime de façon achevée "la tendance générale de la production capitaliste... de baisser le niveau moyen du salaire" (Marx, *Salaire, Prix et Profit*). Il en est ainsi précisément parce que le processus d'accumulation lui-même se heurte à la barrière insurmontable d'un marché mondial saturé et que les crises cycliques de l'ascendance capitaliste sont remplacées par une crise permanente.

En particulier dans la décadence du système, les caractéristiques de la lutte de classe, la tendance des luttes économiques à se transformer en luttes politiques et par conséquent la généralisation du combat immédiat, sont au cœur de la lutte révolutionnaire. L'échec du de Leonisme pour s'approprier la théorie du marxisme sur les lois de développement de l'économie capitaliste et ses implications politiques pour la lutte de classe, l'ont condamné à des conséquences désastreuses sur le terrain politique, comme nous le verrons dans un prochain article de cette série.

(d'après *Internationalism* n°114, section du CCI aux Etats-Unis octobre 2000)

(1) Voir RI n°309, février 2001.

(2) La "loi d'airain des salaires" a été une notion forgée par Ferdinand Lassalle et réfutée de façon définitive par Marx.

(3) Une discussion complète de la décadence du capitalisme est en dehors du propos de cet article. Les lecteurs peuvent se référer à la brochure du CCI *La décadence du capitalisme et à la série d'articles défendant la théorie de la décadence* dans les *Revue Internationale* 48, 49, 54, 55, 56, 58, 60.

(4) Bien sûr, aujourd'hui, les luttes défensives de la classe ouvrière doivent prendre des formes différentes de celles de la période du capitalisme ascendant à cause de l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat. Voir la brochure du CCI *Les syndicats contre la classe ouvrière* pour une discussion sur la question syndicale.

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15F+8F/18F)

Nation ou classe (15F+8F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30F+8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20F+8F/18F)

Guerre du Golfe (15F+8F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15F+8F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

25 ans du CCI
A quoi sert l'organisation des révolutionnaires ?

LYON : le samedi 19 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 19 mai de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 21 avril à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 19 mai à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 4 mai à 20h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 19 mai à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

- Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

R | - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{te}-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^{al} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie-57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1^{er}).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche - 27, rue Taine (12^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 21 avril, de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.

Vente de la presse le samedi 21 avril de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 14 avril à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 8 avril de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 28 avril de 15h à 18h et le samedi 19 mai de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4^e dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE

Permanence le samedi 7 avril, à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timone-Baille.

Vente de la presse les samedis 7 avril et 19 mai, de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 21 avril à 18h et le samedi 12 mai à 17 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 7 avril et 21 avril de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 8 avril de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 6 avril à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse tous les dimanches au marché aux Puces (place St-Sermin) de 11h à 12h30.

TOURS

Permanence le samedi 7 avril à 17h et le samedi 19 mai à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

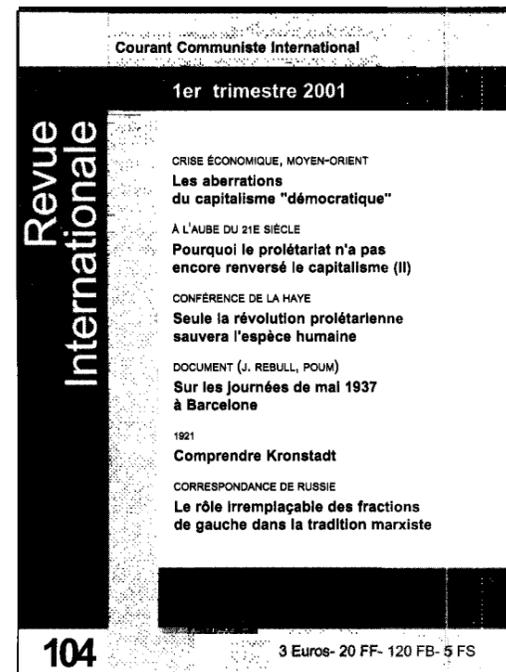
Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300

Paris : Permanence du 24 février : Lio. : 50. Réunion publique du 14 mars : JPI : 52 ; Pierrette : 300 ; Lio : 100 ; MM : 50 ; JP : 42.

Total : 894.

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15F+8F/18F)

Nation ou classe (15F+8F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30F+8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20F+8F/18F)

Guerre du Golfe (15F+8F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15F+8F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

25 ans du CCI
A quoi sert l'organisation des révolutionnaires ?

LYON : le samedi 19 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 19 mai de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 21 avril à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 19 mai à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 4 mai à 20h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 19 mai à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^c-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie-57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1^{er}).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^l-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche - 27, rue Taine (12^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^l-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 21 avril, de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.

Vente de la presse le samedi 21 avril de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 14 avril à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 8 avril de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 28 avril de 15h à 18h et le samedi 19 mai de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4^e dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE

Permanence le samedi 7 avril, à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timeone-Baille.

Vente de la presse les samedis 7 avril et 19 mai, de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 21 avril à 18h et le samedi 12 mai à 17 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 7 avril et 21 avril de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 8 avril de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 6 avril à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse tous les dimanches au marché aux Puces (place St-Sermin) de 11h à 12h30.

TOURS

Permanence le samedi 7 avril à 17h et le samedi 19 mai à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300

Paris : Permanence du 24 février : Lio. : 50. Réunion publique du 14 mars : JJP : 52 ; Pierrette : 300 ; Lio : 100 ; MM : 50 ; JP : 42.

Total : 894.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
1er trimestre 2001

Revue Internationale

CRISE ECONOMIQUE, MOYEN-ORIENT
Les aberrations du capitalisme "démocratique"

A L'AUBE DU 21E SIECLE
Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (II)

CONFERENCE DE LA HAYE
Seule la révolution prolétarienne sauvera l'espèce humaine

DOCUMENT (J. REBULL, POUM)
Sur les journées de mai 1937 à Barcelone

1921
Comprendre Kronstadt

CORRESPONDANCE DE RUSSIE
Le rôle irremplaçable des fractions de gauche dans la tradition marxiste

104 3 Euros - 20 FF - 120 FB - 5 FS

La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.
No de Commission paritaire : 54267

L'anarchisme est-il un courant révolutionnaire ?

(BILAN D'UNE RÉUNION PUBLIQUE DU CCI)

Dans notre Réunion Publique (RP) de janvier dernier à Toulouse, (sur le thème "L'anarchisme, est-il un courant révolutionnaire ?") étaient présents trois militants appartenant à la CNT-AIT de cette ville.

Nous avons salué cette présence, d'abord parce qu'elle exprime la volonté d'assumer la confrontation politique dans le débat public (les militants de la CNT-AIT sont d'abord venus "pour défendre leurs positions dans une RP où celles-ci allaient être mises en cause") et, aussi, parce qu'elle a servi à mettre sur la table pas mal de questions.

La présence de ces militants a été très active, avec sérieux dans l'argumentation et le comportement. Ils ont défendu leurs divergences avec le marxisme sans pour autant tomber dans le sectarisme, qui est le plus souvent une des caractéristiques du milieu libertaire. Ainsi, a pu avoir lieu un débat particulièrement intéressant sur la nature de l'idéologie anarchiste.

Leur première intervention a été d'affirmer leur accord à 95% avec les critiques que nous avons développées sur l'anarchisme et le milieu anarchiste : le sectarisme, le rejet de la notion de classe révolutionnaire, les trahisons successives, tant en 1914 qu'en 1939, de l'internationalisme prolétarien. Ce groupe a d'ailleurs diffusé un tract résolument internationaliste lors de la guerre du Kosovo, défendant des perspectives de classe sans tomber dans le pacifisme, qui est, en général, la marque des libertaires quand ils dénoncent les guerres. Ils ont eu récemment un débat sur le conflit israélo-palestinien au cours duquel une grande partie du groupe est parvenue à défendre une position classiste et internationaliste. Ils sont donc animés par une réelle volonté de lutter pour la défense de la classe ouvrière et de ses perspectives, même si le vernis libertaire qui les recouvre ne leur facilite pas l'approfondissement indispensable à l'élaboration d'une cohérence politique.

Russie 17 / Espagne 36 : un faux parallélisme

La question de la Guerre d'Espagne 1936-39 a bien sûr été évoquée. Les militants de la CNT ont reconnu que la CNT en Espagne avait été totalement incapable d'avoir une intervention révolutionnaire en 1936. Ils ont con-

damné la participation au gouvernement de la République de la centrale syndicale anarcho-syndicaliste et son alliance avec des fractions de la bourgeoisie (des républicains modérés aux sociaux-démocrates en passant par les staliniens) qui, toutes, s'étaient illustrées historiquement en massacrant ouvertement la classe ouvrière insurgée.

L'argument premier des camarades pourrait se résumer ainsi : "oui, l'anarchisme a eu des faiblesses, mais le marxisme aussi. Si le mouvement anarchiste a été incapable de réagir de façon conséquente à la Guerre de 1914, au point que quelques-unes de ses illustres figures trahissent ouvertement (de Grave à Kropotkine, en passant par Guillaume) on peut en dire autant de la social-démocratie, qui, dans tous les pays tombe dans le social-chauvinisme et vote les crédits de guerre. L'honneur de l'anarchisme fut lavé par les prises de position de Malatesta en particulier comme celui des marxistes le fut par la position de Lénine et de la gauche de Zimmerwald et de Kienthal. Dans ce même esprit, si les anarchistes en 36 en Espagne ont commis de grossières erreurs, on peut en dire autant des bolcheviks à partir de 17, leur politique aboutissant à une contre-révolution et au capitalisme d'Etat. La question n'est pas de savoir qui s'est le plus trompé, mais c'est d'aller de l'avant en s'enrichissant de ce que peuvent apporter de positif les deux doctrines."

Nous avons déjà développé qu'il ne peut y avoir de "passerelle" entre l'anarchisme et le marxisme, entre autres dans l'article "Le communisme de conseils n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme" (1). Dans cet article, entre autres choses, nous mettons en relief comment, face à la guerre de 1914, l'action des gauches marxistes a pu construire une opposition organisée à la guerre (Zimmerwald) et se donner, surtout avec les bolcheviks, le mot d'ordre "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile". Zimmerwald et Kienthal n'ont rien à voir avec une espèce "d'indignation morale face à l'attaque portée contre la civilisation" qui est, plus ou moins, le plus loin que peut aller la position de quelques éléments anarchistes contre la guerre (2).

On ne peut pas, par ailleurs, mettre sur le même plan la politique révolu-

tionnaire des bolcheviks en Russie et la politique contre-révolutionnaire de la CNT-FAI en Espagne 36. Ce que les bolcheviks mettent en avant à partir d'Avril 1917 c'est la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie par les soviets. Ce qui se passe en 1937 c'est la capitulation devant l'Etat bourgeois par la CNT, l'entrée dans le gouvernement catalan d'abord, l'entrée dans le gouvernement central ensuite, la militarisation des milices et le désarmement des ouvriers.

En Russie, le prolétariat, et à leur tête les bolcheviks, arrête unilatéralement l'engagement dans la guerre mondiale ; en Espagne, la CNT envoie les ouvriers servir de chair à canon dans les grands cimetières des champs de bataille, participant ainsi à l'embrigadement du prolétariat mondial, au nom de l'antifascisme, dans la Seconde Guerre mondiale.

Les raisons de la contre-révolution en Russie

Les militants de la CNT ont affirmé que le "léninisme est une organisation militarisée, qui, une fois au pouvoir, le garde pour elle, se méfie de la classe". Ce ne sont pas les erreurs des bolcheviks qui sont à la base de la contre-révolution. C'est l'échec de l'extension de la vague révolutionnaire internationale. Pour les bolcheviks il était clair que la Révolution ne pouvait triompher en Russie seule : c'est cela qui rend encore plus odieuse la trahison par Staline des principes internationalistes au nom du "léninisme". Toute l'énergie et la volonté du parti bolchevik était concentrées sur l'extension de la révolution, surtout en Allemagne.

Certains anarchistes, après avoir été favorables à la Révolution russe, retournent en arrière en faisant appel à des "principes" généraux et abstraits qui n'expliquent rien du tout. Ils sont incapables de comprendre ce que veut dire "extension de la révolution", "isolement de la révolution"... Quant au problème de l'Etat, les anarchistes sont incapables de comprendre le lien qui existe entre les sociétés de classe et l'existence d'un Etat. Ce n'est pas en "niant" l'Etat qu'on règle le problème.

C'est la Gauche communiste de France (GCF), se basant sur les leçons d'Octobre, qui est arrivée à la conclusion qu'il ne peut y avoir d'Etat prolé-

tarien, que la confusion Etat/Parti est source d'affaiblissement pour la tâche révolutionnaire de la classe à cause de l'affaiblissement de son parti de classe. En 1917, cependant, tous les marxistes partageaient cette idée d'un Etat ouvrier révolutionnaire qui devrait s'éteindre progressivement avec l'extension de la révolution. Lénine savait très bien que "l'œuvre de la révolution n'est pas le fruit des décisions de notre Parti (...) mais l'œuvre des masses populaires elles-mêmes (...) Le socialisme ne peut pas être instauré par une minorité, par le Parti. Il ne peut l'être que par des dizaines de milliers d'hommes..." (Œuvres, vol. 27, p.135).

La victoire de la contre-révolution dans le monde ne se traduit pas en Russie par la victoire des forces contre-révolutionnaires d'avant la révolution, non pas par la victoire des Armées blanches ou de l'énorme coalition des armées impérialistes qui assiégèrent la Russie des soviets, mais par un lent processus de dégénérescence qui commence dès les premiers revers de la révolution internationale et qui, au travers d'épisodes tragiques (3), par la terreur et la répression, s'achève avec la proclamation de la possibilité du "socialisme dans un seul pays", entraînant dans son tourbillon destructeur le parti bolchevik enchaîné à l'Etat "prolétarien".

Guerre civile, "communisme de guerre", extrême famine, déprolétarisation massive, fermeture d'usines, départ des ouvriers à la campagne et au front : les soviets se vident peu à peu de leur vie. A partir de mars 1919 (8^e Congrès du Parti), le parti bolchevik doit "assumer la domination politique complète au sein des soviets et le contrôle pratique de toutes leurs activités" (Histoire du PC de l'Union soviétique, Moscou, 1960) et Zinoviev peut déclarer en 1920 : "tout ouvrier conscient doit comprendre que la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée que par la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire par le Parti communiste". Ainsi, s'instaurent des "principes" d'une idéologie de l'urgence dans un processus de dégénérescence. Les camarades de la CNT ont affirmé que les bolcheviks "ont exprimé le mouvement réel (tout le pouvoir aux soviets)". S'ils ont exprimé le mouvement réel de la classe, le mouvement révolutionnaire, il faut pouvoir expliquer comment et pour-

quoi ce parti a fini par s'identifier à l'Etat en favorisant la contre-révolution. Dire, comme ça a été dit dans cette RP que "le léninisme est une organisation militarisée, qui, une fois au pouvoir, le garde pour elle, se méfie d'une classe qui veut se réorganiser" n'explique rien du tout : ou bien ce parti "était l'expression du mouvement" vers la révolution ou bien c'était une espèce d'organisme bourgeois paramilitaire qui utilisait la classe ouvrière pour ses propres besoins, vision qui ne va pas plus loin que la théorie du complot propre à la bourgeoisie, incapable de concevoir qu'une classe sociale exploitée puisse s'organiser et se mettre en mouvement. Ce ne sont que les fractions de la Gauche communiste, à commencer par celles qui sont apparues au sein même du parti bolchevik, qui ont été capables de tirer les leçons de cette tragédie historique.

Bien d'autres questions ont été abordées dans cette RP (la classe ouvrière aujourd'hui, le rôle des révolutionnaires...). Nous avons voulu nous limiter à ces questions qui nous paraissent centrales. Nous espérons que dans nos prochaines réunions publiques, ici ou ailleurs, ces discussions pourront continuer à se dérouler à la fois sans concessions et dans le meilleur esprit.

Mopeau (23 mars)

(1) Révolution internationale n° 300, avril 2000. Cet article a été rédigé sur la base de l'exposé introductif d'une réunion publique organisée par le CCI à Amsterdam en novembre 1999.

(2) Sur cette question, nous pouvons ajouter les quelques éléments suivants. Lorsque les militants de la CNT mettent en balance la trahison de la SD en 1914 et celle de figures de l'anarchisme à la même époque, ils omettent deux choses essentielles. La trahison de la classe ouvrière par la Social Démocratie face à la guerre est aussi la trahison du marxisme, la théorie du prolétariat international et révolutionnaire. Par contre l'anarchisme, bâti sur des principes moraux, peut aussi bien s'accommoder d'une position internationaliste que d'une position pacifiste humanitaire ou bien encore d'une position belliciste (au nom de la défense contre le militarisme prussien par exemple).

(3) En fait, ce processus de dégénérescence a commencé dès 1918, au lendemain de la prise du pouvoir, du fait de l'isolement de la révolution en Russie et de son asphyxie résultant notamment du blocus économique de la bourgeoisie mondiale.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.